

PS-SFIO - 18. 18e Congrès national, Tours 1920. XVIIIe Congrès national. Tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 et 30 décembre 1920. Compte-rendu sténographique. 1921.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

\*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

\*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

\*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

\*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [reutilisation@bnf.fr](mailto:reutilisation@bnf.fr).

*gauche. Protestations prolongées à droite et au centre. Long tumulte.)*

*Voix nombreuses.* — Le vote par mandats !

LE PRÉSIDENT. — La motion d'impression du discours Blum est retirée. (*Mouvements divers. Tumulte.*)

Avant de donner la parole au camarade Rappoport, je donne la parole au camarade Frossard sur la motion.

FROSSARD. — Je demande au Congrès de ne pas prolonger le douloureux incident qui vient de se produire. J'ai compris les raisons pour lesquelles tout à l'heure un certain nombre de camarades ont demandé l'impression du discours prononcé par notre camarade Léon Blum. Ils ont voulu rendre un hommage, à mon sens mérité, à l'effort qu'a accompli notre camarade pour définir une politique dont j'aurai de dire en quoi elle est en désaccord avec celle que nous défendons devant le Parti.

Cette manifestation, elle est faite. Un très grand nombre de camarades ont voté à main levée...

*Un Délégué.* — A la majorité.

FROSSARD. — Je veux bien, camarade. La majorité des camarades qui étaient dans la salle ont rendu cet hommage à notre camarade Blum. La manifestation est acquise. Je prie instamment ceux qui l'ont provoquée de ne pas insister pour exiger de nous un vote par mandats, dont l'issue n'est douteuse pour personne.

*Plusieurs Délégués.* — Nous sommes d'accord.

FROSSARD. — Oui, nous sommes d'accord. Je n'insiste pas. Je dirai demain quelle réponse je fais personnellement à l'appel qui a été adressé, au terme de son discours, par notre camarade Léon Blum, à la majorité du Parti.

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Rappoport.

RAPPOPORT. — Depuis de longues années, les Sections du Parti siègent pour ainsi dire en Congrès permanent pour discuter et rediscuter les mêmes problèmes. On ne peut pas dire qu'il y aura demain ou après-demain un vote de surprise. Vous savez tous, vous qui avez suivi le mouvement, que même sans le voyage de

nos amis, Frossard et Cachin, si la majorité n'eût pas été aussi formidable, nous aurions tout de même, par la force des choses, la majorité, même contre Cachin et contre Frossard.

*Un Délégué.* — C'est faux !

RAPPOPORT. — C'est mon opinion. Au Congrès de Strasbourg, avec le mandat du Pas-de-Calais, on approchait de la majorité. Ce n'est pas, camarades, pour diminuer le mérite historique de Cachin et de Frossard, car je tiens à dire que grâce à leur effort intelligent et prévoyant, la majorité est devenue formidable, et en conséquence irrésistible...

*Un Délégué.* — Ce n'est pas sûr.

RAPPOPORT. — Je ne veux polémiquer contre personne. Les situations sont nettes. Le vote est acquis, on l'a dit; tout le monde le sait. Il ne s'agit donc pas de convaincre qui que ce soit; il s'agit de donner des raisons pour nous-mêmes, pour l'opinion socialiste et même non socialiste en dehors du Congrès, les raisons pour lesquelles nous voulons cette nouvelle orientation de l'Internationale et du Parti socialiste en France. Mais avant de donner d'une façon systématique et sans aucune ficelle oratoire, ces raisons telles que je les comprends, je reviens sur ce qu'a dit Sembat, hier.

Sembat nous a dit : « La crise est formidable, la crise de chômage et la crise financière nous guettent; la sensibilité des masses est grande; les émeutes sont possibles, et vous allez, par votre tactique, par votre adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, précipiter ce mouvement, augmenter la sensibilité des masses. »

Camarades, par la longue expérience historique vous savez qu'un Parti vraiment révolutionnaire, mais un Parti organisé, est un élément d'ordre et d'organisation dans la révolution elle-même.

Je ne citerai que quelques exemples pris dans des milieux différents. Le mouvement communiste allemand, en janvier 1918, a coûté quinze mille victimes prolétariennes, dont les plus glorieuses sont Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Savez-vous que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht considéraient ce mouve-

ment comme prématuré ? C'est ma conviction que s'il y avait à ce moment précis, en Allemagne, un parti révolutionnaire aussi fort qu'aujourd'hui, un parti se composant des Indépendants de gauche et du parti communiste, en lequel les masses révolutionnaires auraient eu confiance, ce mouvement précipité n'aurait pas eu lieu, et nous n'aurions pas eu à déplorer les quinze mille victimes du gouvernement réformiste.

Autre exemple concluant : En juillet 1917, il y eut une échauffourée à Petrograd. A la veille même de la prise du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat russe, il y avait des hommes qui ne tenant pas un compte suffisant des circonstances, n'obéissant qu'à leur impatience révolutionnaire, qui est légitime, qui est sympathique, ont fait ce mouvement. Lénine l'a désavoué...

*Un Délégué.* — Vous devriez vous taire.

*RAPPOORT.* — Lénine et le parti bolcheviste ont eu la force morale de contenir la masse russe frémissante; ils ont choisi le moment utile pour faire la révolution. Je dis donc que pour éviter des émeutes inutiles et précipitées, notre intérêt vital est d'avoir un parti organisé, mais un parti révolutionnaire, en lequel les masses les plus impatientes, les plus frémissantes aient une confiance totale. (*Très bien ! Applaudissements*).

Il y a trois facteurs qui ont déterminé l'orientation nouvelle de la III<sup>e</sup> Internationale, qui est organiquement liée à la révolution russe : elle est l'âme de la révolution russe.

Il y a la guerre mondiale et ses conséquences; il y a, ensuite, la faillite irrémédiable de la II<sup>e</sup> Internationale, qu'on ne discute plus; il y a, enfin, la Révolution russe. Je veux vous démontrer comment ces trois événements mondiaux ont fatalement, inévitablement, déterminé et doivent déterminer une nouvelle orientation du prolétariat international dans tous les pays.

La guerre mondiale et ses conséquences. Elle a eu des conséquences d'ordre moral, et le camarade Blum, s'il est là, verra pour quels motifs je considère ce problème, moi aussi, comme capital. Savez-vous quelle est la conséquence morale la plus grande de la guerre

mondiale ? Elle a, une fois pour toutes, enterré l'idéologie de la défense nationale.

Avant la guerre, la défense nationale était l'idée dominante de tous les chefs de partis, même des plus avancés, comme Bebel et Jules Guesde. La défense nationale existait, comme doctrine. Il ne faut pas créer de confusion ; il ne faut pas dire que nous sommes tous contre la guerre. Il ne s'agit pas de cela. Même les bourgeois sont contre la guerre ! Il s'agit de la doctrine de la défense nationale, on dit : « L'existence de mon pays se joue dans la guerre » — et c'est vrai — « je défendrai mon pays. Que mon pays ait raison ou tort, c'est mon pays ! ».

Voilà l'idéologie de la défense nationale que nous avons subie jusqu'à la guerre mondiale et qui a été suivie par les meilleurs, il ne faut pas l'oublier. Ceux qui continuent à penser ainsi sur la défense nationale n'ont rien appris de la guerre mondiale. La caractéristique des chefs actuels de la III<sup>e</sup> Internationale est que leur doctrine sur la défense nationale ne contient pas d'équivoque. Martoff même a déclaré, dans le journal que nous avons fondé à Paris, que la défense nationale, dans le régime actuel, était une mystification. Je dirai plus : une escroquerie !

Chaque fois que les gouvernants ont mené une politique qui fatalement aboutissait à la guerre et que la guerre était déchaînée, on disait : « Défendez-vous, autrement vous serez détruits. » Que nous a prouvé la guerre mondiale ? Est-ce que les mêmes partis, les mêmes hommes, les mêmes sinistres puissances qui gouvernent encore le monde, plus que jamais, ne continuent pas la guerre en Asie, en Afrique et surtout en Russie ? Si cette preuve formidable ne vous a pas ouvert les yeux, je le regrette, nous ne pouvons pas faire le voyage ensemble.

La question de la défense nationale est posée, non par nous, mais par les événements. Je dis, en pesant mes paroles, que nous aussi, avec la II<sup>e</sup> Internationale, nous tous, nous avons une double responsabilité dans le déchaînement de la guerre et dans la mauvaise paix,

cette paix qui déterminera certainement, si le régime capitaliste continue, la prochaine guerre.

Si les gouvernements avaient su que la section allemande, avec ses 4 millions 1/2 de votants, avec ses formidables organisations syndicales, que la section française, la section russe se lèveraient comme un seul homme pour empêcher la guerre, la guerre aurait été empêchée. On a dit avec raison que les guerres modernes ne peuvent pas se faire sans la complicité presque unanime des nations; on ne peut pas faire une guerre contre quatre millions et demi d'hommes adultes. Ce fut notre malheur que les gouvernements savaient, par nos déclarations dans tous les congrès, que nous serions « à la pointe du combat », comme on disait dans ce temps. C'est cela qui a donné le courage aux gouvernements de déchaîner la guerre.

Et nous avons une part de responsabilité — je dis l'idéologie de la défense nationale a une part de responsabilité — dans la mauvaise paix dont sortira la guerre future *si le régime capitaliste continue*. C'est parce que nous avons fait l'union sacrée, parce que nous avons suivi l'idéologie nationaliste que les gouvernements alliés vainqueurs ont eu l'impudence, contrairement à des déclarations solennelles disant qu'il fallait que ce soit la dernière guerre, qu'il fallait écraser le militarisme prussien, qu'on luttait pour le droit et pour le désarmement, de faire cette paix unilatérale qui institue dans le monde capitaliste la guerre éternelle.

Voilà pourquoi je dis à Sembat : Moi aussi j'ai atrocement peur... de la guerre qui vient et qu'on prépare par une politique de fous. J'ai atrocement peur, et voilà pourquoi je ne veux pas que, par le maintien de l'idéologie de la défense nationale, nous donnions carte blanche à ceux qui déchaîneront demain la guerre mondiale. Je dis : La guerre mondiale est fatale dans le régime capitaliste et cela résulte des conséquences matérielles qui ont été créées par la guerre mondiale. Paul Louis, qui a des connaissances sur la politique internationale, doit probablement la faire dérouler devant



vous, comme il l'a fait à la Fédération de la Seine, et je ne veux pas devancer son exposé.

Je me permets seulement de faire un résumé de quelques idées générales qui, selon moi, caractérisent la situation mondiale. En deux mots, quelle est cette situation? Maintenant le monde est divisé en deux groupes de puissances. D'un côté les puissances de proie, qui continuent la politique impérialiste, qui se croient des puissances victorieuses, et, d'autre part, les peuples désarmés, vaincus, piétinés. Et l'on voit des nations, jadis formidables comme l'Allemagne, comme l'Autriche, aujourd'hui désarmées, devenir un gibier tout prêt pour les peuples armés.

*Un Délégué.* — Il n'avait pas été dit de vérité si profonde encore.

*Un autre délégué.* — Il ne faut pas vous frapper pour cela.

*RAPPOPORT.* — Je dis que le Parti socialiste en France n'a pas fait son devoir, je le dis avec douleur, contre l'écrasement par les alliés du prolétariat allemand. Nous n'avons pas eu de Bebel, de Liebknecht, qui, eux, protestèrent contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, cette annexion qui, en comparaison de ce qu'on a fait avec le peuple allemand, n'est qu'une chiquenaude.

*Un Délégué.* — N'exagérez pas!

*Un autre Délégué.* — Et le traité de Francfort?

*RAPPOPORT.* — Le traité de Francfort n'a pas empêché la France de devenir la nation la plus forte du monde... (*Bruit.*) Si vous observez le tableau actuel du monde, vous voyez que toutes les nations sont bouleversées: L'Adriatique n'est plus l'Adriatique, l'Atlantique n'est plus l'Atlantique, le Pacifique n'est plus le Pacifique; ils sont devenus des problèmes pour lesquels on s'arme en Amérique, au Japon, en Angleterre. La Roumanie, la Pologne ne sont plus des pays indépendants, ce sont des Etats-tampons qui sont considérés par les alliés comme des armes. Quand on voit un écroulement pareil, je plains les hommes qui croient que la guerre n'a rien changé dans nos formules d'avant-guerre. C'est précisément parce que je suis marxiste, parce que nous

voyons les réalités bouleversées de fond en comble, que nous devons avoir le courage d'élever nos conceptions à la hauteur de la situation. Ce sont ces conséquences qui créent d'une façon solide une situation vraiment révolutionnaire.

Second facteur : la chute, la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale. On a l'air d'oublier que la II<sup>e</sup> Internationale provoquait notre enthousiasme à tous, qu'elle a été notre école à tous; à sa tête étaient nos meilleurs chefs, et Engels, quand il est venu donner son approbation au Congrès de Zurich, a inauguré pour ainsi dire la II<sup>e</sup> Internationale. C'est cette organisation qui a rendu tant de services au prolétariat, qui a réuni autour du drapeau socialiste des millions d'ouvriers, de prolétaires, qui a créé une force mondiale nouvelle, qui a pour ainsi dire commencé une ère nouvelle et a démontré qu'on ne peut pas triompher du socialisme par la force, qui a obligé tous les gouvernements à abolir, en Allemagne comme en Italie, les lois d'exception. Et on oublie de nous expliquer pourquoi cette nouvelle et formidable puissance socialiste est tombée. Il faut tout de même en comprendre les raisons. Vous le savez, je ne veux pas répéter ce qui a été dit au Congrès de Strasbourg : la défense nationale était un des piliers de la II<sup>e</sup> Internationale. Une autre raison de sa vie et de sa mort, c'est qu'en dehors de la défense nationale, il y avait les réformistes. Sa véritable action, vous le savez tous, n'était pas une préparation révolutionnaire, c'était un recrutement corporatif et électoral. Ce n'est pas les résolutions d'Amsterdam qui déterminèrent la tactique et l'action quotidienne du Parti socialiste dans tous les grands pays, dans toutes les sections de la II<sup>e</sup> Internationale. Nous nous préoccupions avant tout d'avoir avec nous le nombre électoral. En 1914, nous avons donné la preuve tragique que nous avons oublié notre caractère révolutionnaire.

La II<sup>e</sup> Internationale a fait faillite pendant la guerre. Pourquoi? Parce qu'elle comportait des éléments faibles, qui sont aujourd'hui précisément nos adversaires, et qui l'ont fait tomber en décomposition. C'est cela qui nous a conduits où nous sommes. Il faut en tirer cette con-



clusion qu'il ne faut pas recommencer. La III<sup>e</sup> Internationale, elle, déclare, par la bouche de Lénine, que le plus grand ennemi de la classe ouvrière c'est l'opportunisme.

Ce sont les socialistes de la collaboration de classes, les opportunistes, les partisans de la défense nationale, qui ont sauvé le régime capitaliste.

Ce qui nous préoccupe, ce n'est pas le ton des polémiques de Zinoyieff et des autres, ce sont les larmes, le sang, les souffrances provoqués par ces trahisons qui nous ont menés à la faillite.

L'autre facteur, c'est la Révolution russe. Je ne répéterai pas les choses excellentes déjà dites ce-matin par Cachin; je veux répondre à une pensée qui préoccupe beaucoup de militants parmi nos amis. Ils se sont souvent demandé, surtout les marxistes, comment un pays arriéré au point de vue économique et au point de vue de la civilisation générale, pouvait être celui de la première révolution sociale.

Beaucoup disent : « Ce n'est pas à la Russie arriérée à nous donner des leçons de révolution. » Je répondrai : « Il ne faut pas oublier, camarades, que la révolution n'est pas un article de Moscou, c'est un article de Paris qui se trouve momentanément très en vogue à Moscou, et Moscou vous rend votre bien propre. »

Je ne dirai pas seulement cela. Bien que Moscou soit en Russie — et c'est là le plus grand argument de nos contradicteurs — il ne faut pas aller à Moscou, disent-ils, c'est trop loin, c'est la Russie barbare.

Je vais démontrer que la Révolution russe est internationale par ses origines, par son caractère, par ses conséquences.

La Révolution russe est internationale par ses origines. Savez-vous quelle est la période où le parti bolchevik s'est constitué? C'est en 1903, quand le Parti avait la majorité, au moment où Lénine, Martoff et d'autres combattaient ensemble contre l'opportunisme.

C'est de cette lutte contre la collaboration de classes qu'est sorti le Parti bolchevik, de cette lutte contre les tactiques de Bernstein, théoricien de bonne foi, aussi honnête que Blum, mais aussi opportuniste que lui.

Depuis 1903, ce parti n'a pas cessé de combattre l'opportunisme, en Russie comme ailleurs. Si vous lisez les articles de toutes les revues bolcheviks, vous y trouverez, à côté de la critique de la politique menchevik, une critique continue de l'opportunisme international, parce que dans la II<sup>e</sup> Internationale, il y avait des réformistes qui révisaient le programme marxiste.

A ce moment, j'étais unitaire et je combattais Lénine quand il déclarait qu'il fallait se séparer de Martoff. Lénine a fait la scission. Trotzky se leva avec moi pour protester contre cette tactique. Mais je dois déclarer — c'est un cas de conscience — que Lénine avait raison.

LONGUET. — Parce qu'il est maintenant le plus fort. (*Exclamations.*)

RAPPOPORT. — Je dis que Lénine avait raison parce que s'il n'avait pas fait la scission, cette scission se serait faite au moment de la révolution, en face de l'ennemi, en pleine bataille. D'ailleurs les mencheviks ne se gênèrent pas et passèrent, avec Kerensky, du côté de la bourgeoisie. Et Lénine, par une tactique qui me semblait prématurée alors, a fait la guerre préventive, lui aussi, non seulement contre l'opportunisme existant, mais aussi contre l'opportunisme de demain, qui est maintenant un fait accompli.

Ce que Longuet connaît bien et ce qu'il voudra me concéder, c'est que, si la scission avec Scheidemann avait été faite quand la question des crédits militaires a été agitée, en 1914, est-ce que cela n'aurait pas été meilleur pour le mouvement international et particulièrement pour la situation de l'Allemagne ? (*Très bien !*).

Aujourd'hui, nous assistons à ce spectacle qui m'a profondément attristé, que des hommes de la valeur de Paul Faure qui, avant la guerre, combattaient les réformistes avec Jaurès dans tous les Congrès, défendent aujourd'hui les réformes sans Jaurès; nous avons maintenant des réformistes sans réformes.

Si, avant la guerre, on pouvait encore avoir une illusion, étant donnée la prospérité économique et le plein épanouissement des richesses... (*Bruit, mouvement.*)

... aujourd'hui, cette illusion nous est interdite. Nous avons tous cru que le capitalisme ne survivrait pas à six mois de guerre. Nous devons reconnaître que, si de gros morceaux lui ont été enlevés, du moins le capitalisme, qui peut encore menacer de prison, de bague, de réaction nationaliste, qui a pu faire la guerre, n'a pas pu faire la paix. (*Applaudissements*).

C'est un déséquilibre profond, et nous avons sauvé ce capitalisme désorganisé en disant : Oui, les réformes ont une valeur révolutionnaire. C'était là précisément le plus grand danger des réformistes. Les réformistes blancs, comme Millerand, ne sont pas dangereux. Ce qui est dangereux, ce sont les réformistes rouges comme Blum et quand Blum dit : « Il y a des réformes qui préparent la révolution, je demande des précisions. Je demande qu'on nous indique quelles sont les réformes fondamentales et où est la volonté réformatrice. (*Mouvements*.)

La Révolution russe nous est un grand enseignement et c'est notre devoir d'en tirer toutes les leçons possibles. Cette révolution nous a démontré que, même dans un pays agraire, dans un pays où le prolétariat était relativement faible, où la civilisation générale n'était pas développée, il suffit d'avoir un parti organisé, discipliné, fidèle au communisme pour pouvoir profiter des circonstances et faire la révolution de demain. Il ne faut pas oublier que, tout en prêchant la révolution, les camarades bolcheviks ont su attendre depuis 1903 jusqu'à la fin de 1917.

C'est une profonde erreur d'attribuer aux bolcheviks cette idée monstrueuse qu'on ne peut faire de propagande et d'organisation révolutionnaire qu'après la révolution. Je m'étonne de trouver cette erreur dans la bouche du citoyen Blum, homme consciencieux, ayant l'habitude des documents, dans une controverse que nous avons eu ensemble à la 20<sup>me</sup> section.

Les bolcheviks ont démontré, par quinze années d'action et d'organisation, qu'ils repoussaient toute démagogie. S'ils parlent de la possibilité de l'organisation après la conquête du pouvoir, ils disent aussi : « On ne peut pas faire du communisme sans mentalité vraiment com-

muniste. Je voudrais voir chez nous des exemples héroïques semblables à ceux de la Russie où les hommes et les femmes sacrifient littéralement leur vie pour la propagande. Nous les voyons aller par milliers dans les campagnes faire une demi-heure de propagande socialiste au milieu des ouvriers ou des paysans, après avoir travaillé déjà quinze ou seize heures. Nous voyons ces hommes aller dans les bagnes, dans les prisons pour répandre des brochures socialistes; attribuer à ces hommes l'erreur de penser qu'on ne peut faire de la propagande qu'après avoir fait la conquête du pouvoir, ce n'est pas digne d'un homme comme Blum. (*Très bien! sur quelques bancs.*)

La Révolution russe nous a appris à apprécier à sa véritable valeur la discipline socialiste.

Ici, j'entre dans un ordre d'idées que Frossard développera plus en détail sur le droit des minorités et sur la liberté de la pensée.

Déjà, avant la guerre, l'impérialiste Hildebrand a été exclu de la social-démocratie allemande pour délit d'opinion, contre le vote de Grumbach.

Mais qu'est-ce qu'un délit d'opinion?

GRUMBACH. — Vous ne dites pas que je me suis opposé à la demande d'exclusion de Radek. Dites toute la vérité, mais je sais que cela est très difficile pour vous! (*Exclamations.*)

RAFFIN-DUGENS. — Et Grumbach? A-t-il toujours dit la vérité sur Liebknecht?

GRUMBACH. — Nous ne disons jamais les mêmes vérités...

RAPPOPORT. — Je dis à des camarades qui croient que nous n'avons pas à créer des délits d'opinion que ces délits d'opinion existent bel et bien.

Quand vous êtes dans un parti clérical, la libre-pensée est un délit d'opinion; de même quand vous êtes dans un parti socialiste, si, au nom de la liberté de l'opinion, vous demandez de reconnaître la propriété privée, nous dirons: Votre opinion est très respectable, mais allez vous faire pendre ailleurs!

Je n'entrerai pas dans les détails des conditions, puisque Frossard en parlera.

On nous reproche de demander une action illégale, clandestine, et Blum a fait une distinction entre l'action illégale et l'action clandestine. J'avoue ne pas comprendre. Quand on fait une action illégale, on ne se montre pas. (*Interruption : Mais si!*)

Est-ce que notre action, dans le Comité pour la Reprise des rapports internationaux pendant la guerre, n'était pas une action illégale, clandestine ?

FROSSARD. — Très bien!

RAPPOPORT. — Le capitalisme, sous sa forme moderne, est clandestin et illégal.

Il est avec les trusts obligé de porter un faux nez, d'avoir de faux passeports, pour continuer son existence.

Nous devons donc, à ses entreprises secrètes, opposer une action clandestine et illégale.

BLUM. — Il s'agit de savoir si les résultats vaudront les dangers courus. (*Mouvements.*)

RAPPOPORT. — Demain, nous adhérons à la III<sup>e</sup> Internationale; mais vous savez que nous sommes sequestrés et que nous n'avons pas la faculté de faire des déplacements.

Comment aurons-nous les documents de la section du Bureau international qui siège à Moscou? Croyez-vous que ce soit par la poste, légalement, ouvertement? Quand nous avons voulu aller à Halle on nous l'a interdit.

Par conséquent, en face de cette société de contrebande qui n'ose pas se montrer, je dis que nous pouvons accepter notre programme tout entier. Nous n'avons pas besoin de mettre les points sur les i. Heine et Leroy craignent nos réserves? Certes, je préférerais, moi aussi, que nous puissions, comme à Halle, parler sans réserve aucune. (*Applaudissements ironiques sur quelques bancs.*) Mais la raison en est dans l'intérêt de la révolution et de l'unité révolutionnaire. Il ne faut pas être plus moscovite que Moscou. (*Applaudissements.*)

On nous accuse d'opportunisme. Les camarades qui ont suivi le mouvement en France, s'ils se rappellent mon discours de Toulouse, savent que, nous aussi, nous pensons qu'après la révolution nous serons oppor-



tunistes, mais opportunistes pour le compte de la révolution et non pour le compte de la bourgeoisie.

Les prolétaires eux-mêmes sont assez réfléchis. Si notre parti a réellement un caractère révolutionnaire, quand il donnera un conseil de prudence, il ne sera pas entaché de je ne sais quelle suspicion, et il sera pris en considération par les amis.

On a parlé également de terreur, de dictature. Jamais Lénine n'a déclaré que la terreur est quelque chose de systématique et d'idéal. Elle n'a pas été appliquée le premier jour de la révolution. Elle n'est devenue nécessaire qu'ensuite, devant les menées tsaristes des Poutiloff et des autres.

Les capitalistes conspiraient clandestinement contre le gouvernement des paysans et des ouvriers que tout le monde reconnaît comme un gouvernement véritablement national, et la terreur s'est imposée.

Rappelez-vous le discours de Danton quand il réclamait l'institution du tribunal révolutionnaire. Quel était son grand argument ? Il a dit : Si vous n'instituez pas les tribunaux révolutionnaires, vous n'aboutirez à rien.

La révolution, vous le savez bien, c'est une économie de violence. Si vous comparez les victimes de toutes les guerres et les victimes des massacres internationaux périodiques, et pour ainsi dire permanents qu'engendre le fonctionnement normal du capitalisme, qui assassine quotidiennement les masses ouvrières, avec les victimes de n'importe quelle terreur, de n'importe quelle révolution, c'est encore nous les véritables humanitaires. (*Applaudissements.*)

Je m'étonne que ce soit ceux qui ont approuvé la guerre, qui ont soutenu la politique des gouvernements de guerre, et qui parlent encore aujourd'hui de défense nationale, qui s'apitoient sur les victimes de la révolution.

Que nous demandent, enfin, les conditions d'adhésion ? C'est l'esprit même de toutes les conditions. Zinoviev nous a déclaré : Acceptez loyalement, sincèrement, dans l'esprit et dans la lettre et dans son application, le premier article, la première condition, et nous vous ferons cadeau des autres.



Que dit la première condition? Que dans notre propagande et dans notre action parlementaire, nous devons être surtout communistes, agir en communistes. Ce qui nous a paralysé dans la II<sup>e</sup> Internationale, c'est qu'on n'y a pas parlé de socialisme. On parlait de réformes, d'élections, on faisait des électeurs, mais on ne formait pas des socialistes.

L'Internationale demande que nous prenions enfin au sérieux le socialisme, et que nous soyons socialistes à chaque instant de notre action, sous toutes les formes de celle-ci, dans les coopératives, comme dans les syndicats ainsi qu'à la Chambre. Et vous savez bien que Lénine n'insulte pas les masses ouvrières, mais se sépare seulement de certains chefs qui, aujourd'hui, collaborent, au grand jour, officiellement, avec nos assassins. Il reconnaît toutes les formes de l'action. Il ne demande pas qu'on brusque, qu'on brutalise ces formes d'action. Mais il demande que l'on soit sincère, et là-dessus je suis d'accord avec Blum en disant que quand vous voterez l'adhésion, ce ne doit pas être une adhésion verbale et du bout des lèvres, mais une adhésion d'action, parce que la III<sup>e</sup> Internationale est toute d'action révolutionnaire. Fille de la révolution russe, elle sera la mère de notre révolution.

Voilà ce que vous demande la III<sup>e</sup> Internationale. On ne chicanera pas sur tel ou tel détail. La III<sup>e</sup> Internationale n'est pas une Internationale russe. Elle est seulement née en Russie, et elle ne chicanera pas sur telle ou telle revendication nationale ou locale, dès lors que l'action sera véritablement révolutionnaire et communiste.

Croyez-vous qu'on peut faire une révolution sans préparer les esprits? Croyez-vous qu'on prépare les esprits à la révolution si, comme Sembat, on vient vous rappeler à chaque instant que la révolution est en péril parce qu'il y a des mitrailleuses qui sont dangereuses pour les révolutionnaires. Camarades, elles sont dangereuses quand elles sont aux mains des capitalistes, mais elles deviennent bienfaitantes quand elles passent aux mains des révolutionnaires. Quand les mitrailleurs seront devenus rouges, comme les mitrailleurs russes, les mitrailleuses seront devenues rouges aussi.

RAFFIN-DUGENS. — J'ai entendu depuis pas mal de

temps ceux qui combattent notre proposition venir nous dire que la bourgeoisie a des mitrailleuses et que les travailleurs doivent en avoir peur. Nous le savons. Mais nous sommes étonnés que les camarades qui se trouvent de l'autre côté tiennent aujourd'hui ce langage, alors que quand les mitrailleuses étaient dans les tranchées pour défendre la bourgeoisie, ils leur disaient : « N'en ayez pas peur. » (*Vifs applaudissements.*)

RAPPOPORT. — Je remercie mon ami Raffin de ce qu'il vient de dire et qui est conforme à ma pensée. Je dirai, dans le même sens que lui, que nous avons accepté la discipline la plus terrible lorsqu'il s'agissait de massacrer des millions d'hommes au bénéfice des capitalistes et qu'il serait étrange que nous ne l'acceptions pas lorsqu'il s'agit de l'émancipation intégrale de l'humanité. (*Interruption : On y était forcé, voyons!*)

Vous avez accepté la discipline forcée et criminelle, et vous ne voulez pas accepter la discipline volontaire et bienfaisante.

Vous dites qu'on ne peut pas faire la révolution dans l'armée, et Paul Faure a dit qu'il ne conseillerait pas à son fils de faire de la propagande dans l'armée. Je crois que si le fils de Paul Faure est révolutionnaire, il ne demandera pas les conseils de son père. (*Applaudissements.*) Il ne rendra pas des comptes à la police, et il agira dans l'intérêt de la révolution.

Lorsque la situation est véritablement révolutionnaire, lorsque tout est bouleversé, lorsque le peuple est animé comme aujourd'hui — plus que les chefs qui sont trop prudents. — (*Rires*) d'un esprit révolutionnaire, l'armée, qui est une partie de la nation, saura faire sa propre éducation.

VAILLANT-COUTURIER. — Pas avec le capitaine Vidal.

*Un Délégué.* — C'est lui, et non pas toi, qui a empêché que vienne en discussion le projet de loi qui avait été déposé pour la création d'une gendarmerie spéciale aux alentours de Paris et qui l'a fait retirer de l'ordre du jour.

VAILLANT-COUTURIER. — Cette défense du Parti radical est savoureuse dans la bouche d'un socialiste.

RAPPOPORT. — Bien que je n'aie pas encore usé de la